



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR202529

**AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION**

Objet : DIAGNOSTIC DU QUAI DU COMMERCE

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée relatives aux droits des communes, des départements et des régions,
Vu l'article R. 635-1 du Code Pénal,
Vu le Code de la Route notamment les articles R 411-5, R 411-25, R.417-10-10° et R.432-1,
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Vu l'arrêté municipal n° 2021/48/6.1 du 11 février 2021 réglementant le stationnement et la circulation des véhicules quai du commerce,
Considérant la demande en date du 10 janvier 2025 de la société SATIF OA – ZI Molina la Chazotte – chemin du château 42350 LA TALAUDIERE,
Considérant qu'il convient de réglementer l'occupation du domaine public,
Considérant qu'il convient de réglementer temporairement le stationnement et la circulation,
Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures utiles à la sécurisation des personnes et des biens sur les lieux du tournage,

ARRETE

ARTICLE 1 : Date :

Le Maire d'Aigues-Mortes autorise la société SATIF OA - ZI Molina la Chazotte – chemin du château 42350 LA TALAUDIERE, à occuper le domaine public, dans le cadre d'un diagnostic du quai du commerce du **mardi 04 février 2025 au vendredi 07 février 2025.**

ARTICLE 2 : Lieux :

L'occupation du domaine public est autorisée :

- Quai du commerce

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.

ARR202529 du 16/01/2025

ARTICLE 3 : Respect et intégrité du domaine public

Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 4 : Stationnement :

Par dérogation à l'arrêté n° 2021/48/6.1 du 11 février 2021, la société SATIF OA est autorisée, pour les besoins des travaux, à stationner leur véhicule ainsi que tout autre véhicule utile au chantier, quai du commerce.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions du Code de la route. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles relevés dans les visas et considérants, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

Le stationnement de tout autre véhicule est interdit et considéré comme gênant. Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ou l'agent occupant ces fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction aux frais du propriétaire.

ARTICLE 5 : Circulation des véhicules :

Par dérogation à l'arrêté municipal n° 2021/48/6.1 du 11 février 2021, la société SATIF OA est autorisée, pour les besoins des travaux, à circuler sur le quai du commerce en prenant toutes les mesures de sécurité nécessaires afin d'éviter tout incident ou accident.

ARTICLE 6 : Circulation des piétons :

La société SATIF OA est autorisée, si nécessaire et pour les besoins des travaux, à interrompre ou à dévier, de façon momentanée, la circulation des piétons Quai du commerce.

ARTICLE 7 : Sécurité :

La société SATIF OA prendra toutes les mesures nécessaires afin que les travaux se fassent en toute sécurité.

La responsabilité de la société SATIF OA sera substituée à celle de la commune, si celle-ci venait à être recherchée, pour tout accident ou incident, qui sera la conséquence d'un manquement de la présente réglementation

ARTICLE 8 : Verbalisation :

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès- verbaux et poursuivis conformément aux textes et lois en vigueur.

ARTICLE 9 : Délai et Voies de Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 9 : Application :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité

Madame la Capitaine, Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-Mortes/ Grau du Roi,

Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 16 janvier 2025

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire,
et par délégation



Signé par : CHRISTOPHE BARONI
Date : 20/01/2025
Qualité : DGS

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.

ARR202529 du 16/01/2025

